

DE : C.C.E. BRUXELI - SEG12 - S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 20:24 15-10-82 000026898 - 000028496

TELEX NO 180081-SG-B 11/50

RD	3																			
RS	BJ	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
		TR.	I.S.	FIN.	AGR.	ENE.	R.D.	ADM.	S.A.											

TELEX HEBDOMADAIRE NR 99 DU 15.10.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES DIX TIENDRONT LE PROCHAIN WEEK END LEUR TRADITIONNELLE REUNION INFORMELLE, TYPE ''GYMNICH'', A HESSELET/NYBORG DANS L'ILE DE FN (FIONIE).

ILS SE RETROUVERONT ENSUITE A LUXEMBOURG LES 25 ET 26 OCTOBRE POUR UNE SESSION DU CONSEIL QUI COMPORTE NOTAMMENT :

- LES RELATIONS AVEC LES ETATS UNIS ET LE JAPON,
- L'ACTION SPECIALE EN AMERIQUE CENTRALE,
- LA SESSION MINISTERIELLE DU GATT,
- LES NEGOCIATIONS BILATERALES TEXTILES,

ET, EVENTUELLEMENT, LE VOLET EXTERNE ACIER.

DES RENCONTRES AU NIVEAU MINISTERIEL SONT EGALEMENT PREVUES AVEC L'ESPAGNE (12EME SESSION) ET CHYPRE (CONSEIL D'ASSOCIATION), LES MINISTRES DEVRAIENT ENFIN DEGAGER UNE SOLUTION AU PROBLEME DE LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU BUDGET POUR 1982.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE (11/12.10)

DANS SON EXPOSE, M. DALSGER A MIS L'ACCENT SUR LES PROBLEMES QUE POSERA L'ELARGISSEMENT A DOUZE POUR LA PAC :

- A COURT TERME :
- AMENAGEMENT DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE DANS LES SECTEURS LES PLUS EXPOSES (FRUITS ET LEGUMES, HUILE D'OLIVE, NOTAMMENT) QUI CONSTITUERA UN THEME MAJEUR DU CONSEIL ''AGRICULTURE'' DES 18/19 OCTOBRE (DONT ON DOUTE QU'IL PARVIENNE A DES SOLUTIONS AVANT LA FIN DU MOIS, COMME IL S'Y ETAIT ENGAGE EN MAI).
 - MESURES DE TRANSITION PERMETTANT UNE INTEGRATION HARMONIEUSE.
 - PRESERVATION DES COURANTS TRADITIONNELS D'ECHANGES AVEC LES PAYS TIERS, NOTAMMENT DU BASSIN MEDITERRANEEN.

A PLUS LONG TERME, IL CONVIENT DE POURSUIVRE ET DEVELOPPER LES MESURES STRUCTURELLES, EN TENANT COMPTE DE LA DIVERSITE DES SITUATIONS REGIONALES ET DES PRIORITES QUI EN DECOULENT. LA COMMISSION, POUR SA PART, ENTEND POURSUIVRE SA POLITIQUE DE LIMITATION DES GARANTIES DE PRIX EXCESSIVES ET, LORSQUE NECESSAIRE, ETENDRE

OVER

Global Communications

Global Communications

LA NOTION DE CO-RESPONSABILITE.

2.2 QUESTIONS BUDGETAIRES

SUITE A LA RENCONTRE LE 6 OCTOBRE DES TROIS PRESIDENTS (DANS LE CADRE DU "TRILOGUE" INSTITUTE AVANT LES VACANCES D'ETE) QUI AVAIT EU LIEU A L'INITIATIVE DU PARLEMENT, LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD POUR UN ENSEMBLE DE TRANSFERTS S'ELEVANT A 240.2 MIO ECUS POUR 1982.

CREDITS SUPPLEMENTAIRES BENEFICIANT AUX P.V.D. :

- PVD NON ASSOCIES : 58 MIO
- ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES : 8 MIO
- PAYS VICTIMES DE CATASTROPHES : 35 MIO.

CETTE DECISION NE PREJUGE PAS D'AUTRES TRANSFERTS, NOTAMMENT AU TITRE DE LA LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE QUAND LE CONSEIL EN AURA APPROUVE LE PRINCIPE.

2.3 ENERGIE

A) PRIX DE L'ENERGIE

LA COMMISSION A TRANSMIS AU CONSEIL UNE COMMUNICATION FACTUELLE SUR LA FORMATION DES PRIX DE L'ENERGIE ET L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DANS CE DOMAINE EN 1981 ET 1982.

AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE, LES EFFORTS ONT SURTOUT PORTE SUR L'AMELIORATION DE LA TRANSPARENCE ET LA DEFINITION DE PRINCIPES A ADOPTER. CES TRAVAUX SE POURSUIVENT AVEC LES EXPERTS DES QUATRE SECTEURS ENERGETIQUES. LA PUBLICATION ENVISAGEE D'UN BULLETIN SEMESTRIEL DES PRIX CONSTITUERA UNE ETAPE IMPORTANTE DANS LA RECHERCHE DE LA TRANSPARENCE.

B) APPROVISIONNEMENT EN GAZ NATUREL

LA COMMISSION A EGLEMENT TRANSMIS AU CONSEIL UNE COMMUNICATION SUR LA SECURITE DE L'APPROVISIONNEMENT. A L'HORIZON 1990, 56 O/O DE LA CONSOMMATION DE GAZ NATUREL DANS LA COMMUNAUTE SERA COUVERTE PAR LA PRODUCTION INTERIEURE, LE RESTE LIVRE PAR L'ALGERIE, LA NORVEGE, L'URSS. LA PART DES IMPORTATIONS DE GAZ NATUREL DANS LA CONSOMMATION GLOBALE D'ENERGIE ATTEINDRAIT ENVIRON 8 O/O DANS L'HYPOTHESE OU LES NEGOCIATIONS EN COURS ENTRE L'URSS, L'ITALIE ET LA BELGIQUE ABOUTISSENT ET LA PART DU GAZ IMPORTE D'URSS REPRESENTERA ENVIRON 19 O/O DE L'APPROVISIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE ET MOINS DE 4 O/O DE SON APPROVISIONNEMENT TOTAL D'ENERGIE.

PAR AILLEURS L'INDUSTRIE GAZIERE SERAIT EN MESURE DE FAIRE FACE A TOUS LES SCENARIOS D'INTERRUPTION DES APPROVISIONNEMENTS NORMAUX (STOCKAGE, MAINTIEN D'UNE RESERVE DE CAPACITE DE PRODUCTION, FLEXIBILITE OFFERTE PAR LES CONTRATS D'IMPORTATION, CONTRATS INTERRUPTIBLES).

C) LIGNITE ET TOURBE

LA COMMISSION A ADOPTE UN RAPPORT MONTRANT QU'ILS CONSTITUENT DES SOURCES ENERGETIQUES SURES ET RENTABLES, SURTOUT DANS L'ALIMENTATION DES CENTRALES EN ENERGIE PRIMAIRE.

CES TROIS DOCUMENTS DEVRAIENT ETRE ETUDIES LORS DU PROCHAIN CONSEIL "ENERGIE" (9 NOVEMBRE).

Communications

Global Communications

Global Communicatix

Global Commu

Global Communications

Global Communications

2.4 CECA : PROJET D. JDGET 83

LA COMMISSION PROPOSE DE CONSACRER, ENTRE AUTRES, 50 MIO ECUS (PAR TRANSFERT DU BUDGET CEE) POUR DES MESURES SOCIALES EN LIAISON AVEC LA RESTRUCTURATION SIDERURGIQUE ET 53 MIO ECUS POUR DES AIDES SOUS FORME DE BONIFICATIONS D'INTERETS (9 MIO POUR LES INVESTISSEMENTS ET 44 POUR LA RECONVERSION). LE TAUX DU PRELEVEMENT EST INCHANGE.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 RELATIONS CE/ETATS-UNIS : ACIER

LE COREPER DE JEUDI, EN PRESENCE DES V.P. HAFERKAMP ET DAVIGNON (QUI AVAIENT RENCONTRE LE MATIN MEME M. OLMER A BRUXELLES) A ESSAYE D'OBTENIR UNE POSITION COMMUNE SUR L'ENSEMBLE DES TEXTES, ET SPECIALEMENT GUR CELUI POUR LA CONCLUSION DE L'ACCORD, LE BUT ETANT D'ANNONCER L'ACCORD AU GOUVERNEMENT AMERICAIN AVANT LE VOTE DE LA ''INTERNATIONAL TRADE COMMISSION'' (ITC) PREVU POUR AUJOURD'HUI. CECI AURAIT PERMIS A L'INDUSTRIE AMERICAINE DE RETIRER SES PLAINTES ET EVITE LE VOTE DE L'ITC.

UN HAUT NIVEAU DE POSITION COMMUNE A ETE ATTEINT SUR LES TEXTES DE CONCLUSION ET D'APPLICATION DE L'ARRANGEMENT, TOUT COMME SUR LES TUBES. CEPENDANT, EN FONCTION D'UNE RESERVE GENERALE D'UNE DELEGATION ET DE CERTAINES RESERVES PLUS SPECIFIQUES, LA PRESIDENCE DECIDERA LUNDI 18 DE LA PROCEDURE A SUIVRE POUR ARRIVER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE A LA CONCLUSION DE L'ACCORD, ENTRE AUTRES A LA LUMIERE DES RESULTATS DE LA REUNION INFORMELLE DU CONSEIL AFFAIRES ETRANGERES CE WEEK END. UNE REUNION DU CONSEIL POUR MARDI N'EST PAS EXCLUE.

3.2 CEE-JAPON

AU COURS DE LA 3EME SEANCE DES CONSULTATIONS AU TITRE DE L'ART. XXIII DU GATT (GENEVE 11/12 OCTOBRE) LES DEUX DELEGATIONS ONT ECHANGE A NOUVEAU LEURS ARGUMENTS CONCERNANT LES CAUSES DU DESEQUILIBRE DANS LES ECHANGES ET APPROFONDI LES THEMES ABORDES AU COURS DES PREMIERES SEANCES.

LES ARGUMENTS DE LA COMMISSION, SOLIDEMENT ETAYES, AVAIENT POUR BUT DE DEMONTRER QUE LE PEU DE SUCCES DES EXPORTATEURS EUROPEENS N'EST PAS DU A UN MANQUE DE COMPETITIVITE MAIS BIEN AUX PARTICULARITES DE CE MARCHE. EN REPONSE A LA DEMANDE JAPONAISE D'AVOIR UN ECHANGE DE VUE SUR DES PROBLEMES SPECIFIQUES, LA DELEGATION DE LA COMMUNAUTE A PASSE EN REVUE UN PAR UN LES ELEMENTS CONTENUS DANS L'ANNEXE DES REPRESENTATIONS EUROPEENNES POUR ANALYSER QUELLES SONT ACTUELLEMENT LES REPONSES JAPONAISES A CES DEMANDES.

LA DELEGATION JAPONAISE A DISTRIBUE A LA FIN DES CONSULTATIONS D'UNE MANIERE INATTENDUE UN DOCUMENT DE 23 PAGES QUI, EN PROPOSANT UN NOUVEAU CADRE DE CONSULTATIONS, IGNORE L'EXISTENCE DES ''CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU'' QUI SE SONT TENUES DEPUIS BIEN TOT 10 ANS, COMME IL SEMBLE EGALEMENT IGNORER LES 3 SESSIONS DE CONSULTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XXIII. PAR AILLEURS LA DELEGATION JAPONAISE N'A DONNE AUCUNE INDICATION QUANT A UNE POSSIBILITE D'ACTION POSITIVE DES AUTORITES JAPONAISES EN REPONSE AUX REQUETES EUROPEENNES.

ms

Global Communications

Global Communications

Global

Global Communications

Global Communications

mmunications

LA COMMISSION DELIBERERA MERCREDI 20 OCTOBRE DU RAPPORT QU'ELLE DOIT PRESENTER AU CONSEIL LE 25.

3.3 AMERIQUE LATINE

COMMISSION ET PRESIDENCE MULTIPLIENT ACTUELLEMENT INITIATIVES ET CONTACTS EN VUE D'UNE NORMALISATION ET D'UNE RELANCE DES RELATIONS AVEC DIVERS PAYS OU GROUPES DE PAYS D'AMERIQUE LATINE.

A L'ECHELLE DU CONTINENT ET A DEFAUT D'UNE REPRISE DU DIALOGUE INSTITUTIONNALISE DANS LE CADRE DU GRULA, LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP RECOIT CE VENDREDI A DEJEUNER LES AMBASSADEURS D'AMERIQUE LATINE. IL SE RENDRA PROCHAINEMENT AU BRESIL.

DE SON COTE, M. BURKE, QUI AVAIT PARTICIPE A RIO DE JANEIRO A UNE CONFERENCE SUR LE DIALOGUE ENTRE L'EUROPE OCCIDENTALE ET L'AMERIQUE LATINE, A ASSITE LE 10 OCTOBRE A LA PAZ AUX CEREMONIES D'INVESTITURE DU PRESIDENT ELU HERNAN SILES ZUARO QUI ONT MARQUE LE RETOUR DE LA BOLIVIE A LA DEMOCRATIE. M. BURKE A ANNONCE LA REPRISE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE A LA BOLIVIE (SUSPENDUE EN 1980) ET EXPRIME L'ESPOIR D'UNE REPRISE RAPIDE DES NEGOCIATIONS AVEC LES PAYS DU PACTE ANDIN POUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD DE COOPERATION AVEC LA COMMUNAUTE.

LA COREPER EXAMINE ACTUELLEMENT LES MOYENS DE PARVENIR A UNE NORMALISATION RAPIDE ET COMPLETE DES RELATIONS DE LA COMMUNAUTE AVEC L'ARGENTINE.

ENFIN, LE COREPER S'EFFORCE ACTIVEMENT DE RECHERCHER DES SOLUTIONS PERMETTANT AU PROCHAIN CONSEIL DE FINALISER L'ACTION SPECIALE EN FAVEUR DE L'AMERIQUE CENTRALE (L'INCLUSION DU NICARAGUA) DANS LES PAYS BENEFICIAIRES, NOTAMMENT, POSE UN PROBLEME AIGU).

3.4 ACIER : VOLET EXTERNE

LE COREPER A ENTAME SES REFLEXIONS SUR LA DEFINITION DES ELEMENTS A RETENIR POUR 1983. LA COMMISSION A SUGGERE POUR L'ESSENTIEL LA RECONDUCTION DU DISPOSITIF 1982 MOYENNANT TOUTEFOIS :

- UNE LEGERE REDUCTION DES QUANTITES POUR LES PAYS AVEC ARRANGEMENT D'AUTOLIMITATION.

- RENFORCEMENT DU CONTROLE EN VUE DU DECLENCHEMENT DES MESURES ANTI-DUMPING POUR LES PAYS 'HORS ARRANGEMENT'.

CERTAINES DELEGATIONS SOUHAITERAIENT QUE LA COMMISSION SOIT AUTORISEE A PROPOSER DES ARRANGEMENTS A CERTAINS NOUVEAUX PAYS AVEC LESQUELS UNE AUGMENTATION SENSIBLE DES IMPORTATIONS A ETE ENREGISTREE (VENEZUELA, ARGENTINE, BRESIL ET AFRIQUE DU SUD NOTAMMENT). D'AUTRES SOUHAITERAIENT UNE REDUCTION PLUS FORTE DES QUANTITES PREVUES DANS LES ARRANGEMENTS EN TENANT COMPTE DE LA SITUATION DE L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE.

3.5 AIDE ALIMENTAIRE

EN ATTENDANT UNE SOLUTION AUX DIFFERENDS ENTRE CONSEIL ET PARLEMENT QUI EMPECHENT D'ARRETER LE REGLEMENT-CADRE (DECISION ANNU-

ELLE A L'UNANIMITE CONSEIL SUR LES QUANTITES. LORS QUE LE PARLEMENT DEVRAIT AVOIR LE DERNIER MOT POUR LA PLUPART DES CREDITS D'AIDE ALIMENTAIRE), COMMISSION ET COREPER RECHERCHENT ACTIVEMENT DES ARRANGEMENTS POUR L'EXECUTION DES PROGRAMMES 1982 :

- LE GROUPE FERA RAPPORT LE 20 OCTOBRE SUR LES AFFECTATIONS COMPLEMENTAIRES DE 160 300 TONNES PROPOSEES PAR LA COMMISSION, EN TENANT COMPTE DE LA RESERVE RESTANT DISPONIBLE (128 600 T. DONT 10 000 T. VIENNENT D'ETRE AFFECTEES AU SRI LANKA).

- SUR LES PRODUITS ''NON CLASSIQUES'' (SUCRE, HUILE VEGETALE, HARICOTS ROUGES, ETC.) UN CONSENSUS PARAIT S'ESQUISSE AU COREPER SUR UNE PROCEDURE ''SUI GENERIS'' ET INTERIMAIRE PERMETTANT L'ENGAGEMENT DES CREDITS RESTANT DISPONIBLES POUR 1982 ET LE DEBLOCAGE DE TROIS AIDES D'URGENCE EN SUSPENS (500 T. HARICOTS ROUGES POUR LE SALVADOR, 2 700 T. HUILE ET 1 500 T. DE HARICOTS POUR LE NICARAGUA ET 300 T. DE SUCRE POUR LE SRI LANKA). IL SERAIT EN OUTRE ENTENDU QUE LA COMMISSION SOUMETTRAIT (SI LES QUANTITES SONT SUFFISANTES ET PROGRAMMABLES) UNE PROPOSITION DE PROGRAMME POUR 1983 ET QUE DES MONTANTS MAXIMUM SERAIENT FIXES AU MOINS JUSQU'A LA FIN DE L'ANNEE POUR DES DECISIONS AUTONOMES DE LA COMMISSION.

3.6 PREFERENCES GENERALISEES : PMA

LE COREPER A BRIEVEMENT DISCUTE DE LA QUESTION DE SAVOIR S'IL CONVIENT QUE LE GROUPE PREFERENCES EXAMINE EN ''PAQUET'' OU EN DETAIL LA PROPOSITION DE LA COMMISSION D'OCTROYER SOUS SPG AUX PMA LE TRAITEMENT PREFERENTIEL DONT JOUISSENT LES ETATS ACP POUR LES PRODUITS AGRICOLES NON ASSUJETTIS A PRELEVEMENT OU AUTRE MESURE SPECIFIQUE SIMILAIRE.

A LA MAJORITE, LE COREPER A ETE DE L'AVIS QUE LE GROUPE DOIT ETUDIER LES SEULS PRODUITS CAUSANT DE REELLES DIFFICULTES A DES ETATS MEMBRES ET EXPRIME L'ESPOIR QUE LA PROPOSITION N'EN SOIT PAS SENSIBLEMENT AFFECTEE.

3.7 FOIRES-EXPOSITIONS : PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL SELON LAQUELLE, DANS LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES, LES ETATS MEMBRES QUI DECIDENT D'Y PARTICIPER, PLACENT LEUR PARTICIPATION DANS UN CADRE COMMUNAUTAIRE. LA FORMULE PRATIQUE DEFINITIVE SERAIT A PRECISER ULTERIEUREMENT, CAS PAR CAS.

IL S'AGIT, DANS LES PROCHAINES ANNEES, DES EXPOSITIONS DE :

- 1984 : NEW ORLEANS, USA : ''L'EAU DOUCE - LES RIVIERES ET LES FLEUVES''.
- 1985 : TSUKUBA, JAPON : ''DWELLINGS AND SURROUNDINGS - SCIENCE AND TECHNOLOGY FOR MAN AT HOME''.
- 1986 : VANCOUVER, CANADA : ''LES TRANSPORTS ET LES COMMUNICATIONS''.

RAPPELONS QUE CETTE ANNEE A KNOXVILLE, USA, LES QUATRE ETATS MEMBRES PARTICIPANTS (REPUBLIQUE FEDERALE, FRANCE, ITALIE, ROYAUME UNI) ET LA COMMISSION SE PRESENTENT DANS UN BATIMENT UNIQUE, INTITULE : ''PAVILLON DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE''. CE GROUPEMENT A PERMIS DE REALISER LE PLUS GRAND PAVILLON DE L'EXPOSITION APRES CELUI DES ETATS UNIS.

3.8 DROIT DE LA MER

A) CONVENTION DES NATIONS-UNIES

APRES 10 ANS DE NEGOCIATIONS, A ETE CONCLUE LA CONVENTION DES NATIONS-UNIES SUR LE DROIT DE LA MER, QUI CONSTITUE LE PLUS GRAND EFFORT D'ETABLIR UN ORDRE JURIDIQUE INTERNATIONAL SUR PLUS DES 2/3 DE LA SURFACE DU GLOBE. L'ACTE FINAL SERAIT SIGNE, ET LA CONVENTION OUVERTE, DU 6 AU 10 DECEMBRE A LA JAMAIQUE. LA COMMUNAUTE EST LA SEULE ORGANISATION INTERNATIONALE EXPRESSEMENT ADMISE COMME SIGNATAIRE.

DANS LES DOMAINES RELEVANT DE LA COMPETENCE COMMUNAUTAIRE LES RESULTATS OBTENUS PAR LA COMMUNAUTE SONT GLOBALEMENT POSITIFS, NOTAMMENT POUR LA PECHE, L'ENVIRONNEMENT MARIN, LA CLAUSE DE PARTICIPATION ET LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE LA ZONE ECONOMIQUE EXTERIEURE DE 200 MILES.

DANS UNE COMMUNICATION AU CONSEIL, LA COMMISSION RECOMMANDE :

- DE PROCEDER A LA SIGNATURE DE L'ACTE FINAL ET DE LA CONVENTION CONJOINTEMENT ET SIMULTANEMENT PAR LA COMMUNAUTE ET PAR SES ETATS MEMBRES.
- QUE LA SIGNATURE SOIT ACCOMPAGNEE D'UNE DECLARATION POLITIQUE PRECISANT QUE LES REGLES CONCERNANT LE REGIME DES FONDS MARINS DOIVENT ETRE ENCORE AMELIOREES.
- D'ELABORER, AU PLAN INTERNE, DES DECLARATIONS SPECIFIANT LES SUJETS POUR LESQUELS COMPETENCE A ETE TRANSFEREE A L'ORGANISATION.

B) CONVENTION CARAIBES

LA COMMISSION RECOMMANDE AU CONSEIL DE PROCEDER A LA SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN VALEUR DU MILIEU MARIN DANS CETTE REGION ET DU PROTOCOLE SUR LA COOPERATION EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES DEVERSEMENTS D'HYDROCARBURES. CES DEUX TEXTES SERONT PRESENTES A LA SIGNATURE DES ETATS RIVERAINS AU COURS D'UNE CONFERENCE QUI SE TIENDRA DU 8 AU 11 NOVEMBRE A LAQUELLE LA COMMUNAUTE DEVRAIT DONC PARTICIPER.

4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

4.1 COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

LE NOUVEAU COMITE A ELU SON BUREAU : PRESIDENT FRANCOIS CEYRAC, (GROUPE DES EMPLOYEURS, PRESIDENT D'HONNEUR DU CNPF), VICE-PRESIDENTS : ALOIS PFEIFFER (GROUPE DES TRAVAILLEURS, CONFEDERATION DES SYNDICATS ALLEMANDS) ET ALFONS MARGOT (GROUPE DES ACTIVITES DIVERSES, PRESIDENT DU CONSEIL SUPERIEUR DES CLASSES MOYENNES DE BELGIQUE).

LE NOUVEAU PRESIDENT A TENU UNE CONFERENCE DE PRESSE OU IL A SOULIGNE LE ROLE SPECIFIQUE DU COMITE, LIEU DE CONCERTATION ENTRE PARTENAIRES SOCIAUX DE LA COMMUNAUTE, ET EXPRIME SA VOLONTE DE RENFORCER SON EFFICACITE.

DE SON COTE, LE CONSEIL POURSUIT SES REFLEXIONS SUR L'OPPORTUNITE DE PROCEDER A UNE ETUDE SUR LE ROLE DU CES DANS LE BUT D'EN AMELIORER CERTAINS ASPECTS (CHOIX DES SUJETS DE CONSULTATION FACULTATIVE, PRESENTATION DES AVIS, CONTACTS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS, NOTAMMENT). DANS CE BUT, LA PRESIDENCE PRENDRA CONTACT INCESSAMMENT AVEC LE NOUVEAU PRESIDENT DU CES.

4.2 SERVICES DE LA MISSION

A) OFFICE STATISTIQUE

LA COMMISSION A NOMME M. P.B.R. DE GEUS, DIRECTEUR GENERAL DE L'O.S.C.E. AVEC EFFET AU 1ER DECEMBRE. (AGE DE 53 ANS, PIETER DE GEUS A EU UNE FORMATION ECONOMIQUE ET A DEVELOPPE SA CARRIERE AU MINISTERE NEERLANDAIS DE LA DEFENSE DONT IL A ETE DIRECTEUR GENERAL DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES. IL A AUSSI OCCUPE PENDANT DEUX ANS LES FONCTIONS DE MINISTRE DE LA DEFENSE).

B) DELEGATION DE NEW DELHI

SOUS RESERVE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES PROCEDURES D'USAGE, LA COMMISSION A NOMME M. MACIOTI, ACTUEL CHEF DE LA DELEGATION EN AMERIQUE LATINE, CHEF DE LA NOUVELLE DELEGATION EN ASIE DU SUD ET DU SUD EST QUI DEVRAIT ETRE INAUGUREE PROCHAINEMENT PAR LE PRESIDENT THORN?

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

*
EURCOM WSH

21877 COMEU B

REG/ Global Communications

REG/

REG/ Global Commu

ations